

LE RÔLE DES PARCS NATIONAUX DANS LES ÉCONOMIES ILLICITES ET LES DYNAMIQUES DE CONFLIT

DIALOGUE SUR LES ÉCONOMIES
ILLICITES ET L'INSTABILITÉ

26-27 OCTOBRE 2022, COTONOU

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
QU'EST-CE QUI REND LES PARCS NATIONAUX SI VULNÉRABLES ?.....	4
COMMENT LES EXTRÉMISTES VIOLENTS TRAVAILLENT-ILS AVEC LES ÉCONOMIES ILLICITES DANS LES PARCS NATIONAUX ?	9
LES DÉFIS D'UNE RÉPONSE.....	11
LES SOLUTIONS POSSIBLES	13
Notes	15

Couverture : © sombo sombo/Alamy Stock Photo



INTRODUCTION

Les Dialogues sur les économies illicites et l'instabilité font partie intégrante du travail de l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale (GI-TOC) en Afrique de l'Ouest. Les Dialogues sont l'occasion pour les experts en économies illicites, les organisations de la société civile, les représentants des gouvernements régionaux, les responsables de la politique étrangère et du développement, les experts externes et les parties prenantes de discuter de questions contemporaines et pertinentes pour les politiques portant sur les points de rencontre entre les économies illicites, les conflits et l'instabilité en Afrique occidentale et centrale. Les Dialogues sont soutenus et coorganisés par le Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne.

Ce Dialogue, le deuxième de la série dans la région, s'est concentré sur les zones protégées en Afrique occidentale et centrale en tant qu'espaces géographiques de plus en plus préoccupants, compte tenu de l'empiètement croissant des groupes extrémistes violents, et sur les économies illicites qui transitent et qui sont basées dans ces biosphères. Et, plus particulièrement, la conférence a porté sur le rôle des parcs nationaux dans le déplacement potentiel vers le sud des groupes extrémistes violents des États sahéliens vers les pays côtiers. Les participants ont discuté de la façon dont ces groupes armés s'engagent dans les économies illicites de ces zones.

L'accent a été mis sur la présence d'éléments du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jamaat Nasr al-Islam wal Muslimin) ou JNIM et, dans une moindre mesure, de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), dans la biosphère W-Arly-Pendjari, également connue sous le nom de complexe WAP, dans la zone tri-frontalière entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Ces groupes armés – en particulier le JNIM – se sont intégrés non seulement dans les parcs, mais aussi dans les sociétés locales et les économies illicites. Ainsi, on s'inquiète de plus en plus de la façon dont ces groupes armés tirent parti des économies illicites pour financer et alimenter leurs activités, mais aussi pour renforcer leurs tentatives de gouvernance locale.

La présence de groupes armés a transformé certains des parcs nationaux de la région en zones interdites aux acteurs de l'État et de la société civile, à l'exception, dans certaines zones, des forces militaires et des gardes forestiers. Le complexe WAP est particulièrement difficile à gérer car il s'étend sur les zones frontalières du Burkina Faso, du Niger et du Bénin. Cependant, d'autres parcs nationaux d'Afrique de l'Ouest suscitent des préoccupations similaires, notamment le parc national de la Comoé (Côte d'Ivoire), le parc national de Boubia Ndjida (Cameroun), ainsi que les forêts de Sambisa et de Dansadau (Nigeria). Outre les affrontements armés, les tensions entre les acteurs gouvernementaux et les communautés ont également été un moteur de soutien aux groupes extrémistes violents et aux activités illicites.

Le Dialogue s'est appuyé sur les recherches menées par l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest du GI-TOC sur les flux illicites et les groupes armés dans le complexe WAP et le parc national de la Comoé. Un document de travail présentant les résultats préliminaires des recherches sur le complexe WAP – menées en partenariat avec le Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local, un centre de recherches en sciences sociales basé au Bénin – a été partagé avec tous les participants et discuté.

Les Dialogues visent à améliorer les liens entre les communautés de chercheurs et de décideurs, à renforcer les coalitions de la société civile et à consolider l'élaboration des politiques et les interventions de la communauté du développement. Ce rapport donne un aperçu des discussions, aborde les questions clés et souligne les implications potentielles pour les acteurs régionaux et internationaux qui cherchent à s'engager dans l'établissement de programmes dans ces contextes. Le Dialogue a été organisé selon la règle de Chatham House, en vertu de laquelle les participants sont tenus de protéger la confidentialité des informations échangées.



QU'EST-CE QUI REND LES PARCS NATIONAUX SI VULNÉRABLES ?

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les parcs nationaux ont tendance à devenir des points chauds pour les activités illicites et pourquoi les groupes armés, y compris les groupes extrémistes violents, s'y rassemblent. La première est qu'il s'agit de zones éloignées, souvent boisées ou forestières, qui offrent aux groupes armés, aux contrebandiers ou aux trafiquants de nombreux endroits où se cacher. En conséquence, les parcs peuvent servir de refuge à des groupes qui ont des difficultés à trouver des endroits où s'installer et où stocker leurs marchandises.

Cette utilisation des parcs nationaux comme refuge et lieu de stockage a été observée dans plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest. Katiba Macina, un sous-groupe du JNIM, s'est établi dans le parc national de la Boucle du Baoulé au Mali, près de la frontière mauritanienne. La forêt de Sambisa, dans le nord-est du Nigeria, est un refuge bien connu et une zone opérationnelle pour la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique, et les forêts du nord-ouest du Nigeria – notamment Kamuku, Dansadua et Sububu – servent de base à un grand nombre de groupes de bandits, ainsi que de zones de détention d'otages et de vols de bétail. De même, la partie burkinabé du parc national du W dans le complexe WAP a été utilisée pour garder des otages enlevés par le JNIM, car la zone est hors de portée des forces de l'État et les otages peuvent facilement être cachés des patrouilles aériennes.

Ces bases arrière peuvent s'avérer essentielles, lorsque les groupes armés subissent une pression accrue du fait des offensives militaires dans les zones d'opération de première ligne. Par exemple, en 2022, le parc national du Niokolo Koba, dans le sud-est du Sénégal, a été désigné comme un refuge potentiel pour les combattants séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) qui ont perdu du terrain face aux troupes militaires sénégalaises depuis début 2021.¹ Le parc n'est situé qu'à 400 kilomètres de la région de la Casamance, qui est secouée par une insurrection depuis le début des années 1980, soutenue en partie par les fonds versés aux rebelles du MFDC grâce au trafic de cannabis et de bois.

Les parcs nationaux ont tendance à avoir une présence limitée de l'État, même lorsqu'ils sont pleinement opérationnels. Dans ces zones reculées, les petits postes de l'État facilement maîtrisables sont la norme, car une grande partie du travail de surveillance des zones protégées est confiée aux gardes forestiers. Par exemple, le parc national du Niokolo Koba, relativement bien doté en ressources, qui s'étend sur 913 000 hectares, est patrouillé par 164 gardes forestiers.² Bien qu'ils soient armés, ces gardes forestiers opèrent généralement en petites bandes et avec une puissance de feu limitée, et il est arrivé qu'ils soient chassés des parcs nationaux par des groupes armés. C'est le cas du côté burkinabé du parc national du W, tandis que du côté nigérien, les gardes forestiers sont de plus en plus limités dans ce qu'ils peuvent faire.

Les gardes forestiers, les fonctionnaires de l'État et les autres personnes qui cherchent à restreindre l'accès des résidents aux parcs nationaux sont souvent très impopulaires à l'échelle locale. Les origines coloniales des parcs nationaux et les efforts continus pour exclure les populations vivant à leur périphérie de l'accès à leurs ressources naturelles signifient que de nombreux résidents ne soutiennent pas la manière dont les parcs sont gérés. Ce ressentiment est particulièrement aigu, lorsque des sites culturels ou rituels importants, ou des lieux de mémoire historique, se trouvent dans les limites du parc, mais que les gens en sont tenus à l'écart. C'est le cas dans la partie burkinabé du complexe WAP, où les résidents, majoritairement Gourmantché, ont été empêchés d'accéder aux sites historiques et rituels à l'intérieur du parc, ce qui a eu un impact négatif sur leur cohésion sociale et leur vision des parcs nationaux en tant qu'entreprise.³



Par conséquent, les communautés situées dans les alentours des parcs nationaux peuvent être plus sensibles aux offres des acteurs de la gouvernance alternative, y compris les groupes armés extrémistes violents. Ces offres sont particulièrement attrayantes, si elles permettent aux populations de s'engager librement dans des économies illicites mais rentables. On sait que le JNIM a fait cette offre dans la région de l'Est, dans le sud du Burkina Faso, en disant aux habitants que s'ils coopèrent avec eux et qu'ils obéissent à leurs règles, le JNIM expulsera les agents de l'État et les gardes forestiers de la région, les laissant libres d'utiliser le parc national et ses ressources. Cette offre est souvent formulée en termes religieux, le JNIM affirmant que le parc est la création de Dieu et qu'en conséquence, les résidents ne peuvent pas en être exclus de manière légitime.

De même, de nombreuses activités économiques générant des revenus pour les groupes extrémistes violents sont illégales au regard des lois nationales. Cependant, les communautés rurales de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest dépendent souvent de pratiques informelles ou illicites. Souvent, les communautés ne considèrent pas les économies informelles comme illicites et accueillent favorablement l'opportunité d'opérer avec moins de restrictions dans les zones placées sous l'influence des groupes armés et sous le contrôle réduit de l'État. En outre, les communautés n'ont pas forcément envie de payer des taxes aux groupes armés, y compris aux groupes extrémistes violents, qui leur permettent de poursuivre ces activités.

Le trafic de carburant dans les zones environnantes du complexe WAP est un exemple concret : il est considéré comme très bénéfique pour les communautés car il n'y a généralement pas de stations-service près des villages et des villes autour de la biosphère, et l'essence dans les stations disponibles est vendue à un prix bien plus élevé que le carburant de contrebande, plus abondant. Il n'y a pas de système de taxation unique discernable entre les groupes armés et les trafiquants de carburant ; la formalité de la taxation semble plutôt varier selon le moment et le lieu. Au début de l'établissement du JNIM dans la partie burkinabé du complexe WAP, ils semblaient avoir une relation informelle avec les trafiquants de carburant, demandant des contributions en carburant en échange de leur protection ou de leurs efforts pour empêcher les fonctionnaires et les gardes forestiers d'entrer dans le parc. À en juger d'après des preuves plus récentes, le JNIM aurait établi une série de postes de contrôle sur la route entre Koualou/Kourou, Nadiagou et Pama, le long de laquelle de nombreux contrebandiers – et en particulier des contrebandiers de carburant – sont connus pour y circuler, et aurait exigé des contributions. Il n'est pas certain que ces postes de contrôle aient perduré, bien que cette route soit moins fréquentée.⁴

L'abondance des ressources naturelles, que ce soit pour le profit ou pour la subsistance, est une dernière raison pour laquelle les parcs nationaux sont des sites attrayants pour les groupes armés et les acteurs criminels. Bien que l'absence de sécurisation semble souvent être la principale motivation des groupes armés pour établir des bases dans les biosphères, le fait est que plus ils continuent à opérer dans les parcs, plus ils sont susceptibles de commencer à exploiter les ressources naturelles disponibles. Du moins, ce sont les tendances observées à l'intersection entre les acteurs du conflit et les économies illicites, où de longs chevauchements géographiques favorisent l'enracinement accru des premiers dans les secondes.⁵

L'exploitation artisanale de l'or est un secteur dont les habitants ont souvent essayé de tirer profit à l'intérieur des parcs nationaux du fait de la présence limitée de l'État, par exemple dans le parc national du Niokolo Koba. La question de savoir si les acteurs du conflit tirent des ressources de l'exploitation minière de l'or dans les zones nationales reste contestée dans certains contextes, notamment dans le parc national de la Comoé et dans le nord-ouest du Nigeria, où la relation des bandits avec l'exploitation aurifère n'est pas claire.

Dans d'autres contextes, notamment au Burkina Faso, les groupes extrémistes violents tentent de gagner le soutien local en facilitant l'accès des résidents aux mines artisanales. En écartant les acteurs privés ou les groupes d'autodéfense qui ont empêché ou monopolisé l'accès aux mines artisanales, ils permettent aux



résidents d'accéder au site de manière illimitée et sans risque. Ces approches ont tendance à gagner une grande sympathie de la part de ces groupes. Cela a été le cas dans la zone protégée de la forêt de Dida, située au Burkina Faso, près de la frontière ivoirienne, où les chasseurs dozos qui contrôlaient l'accès à la mine ont été chassés par la force et les menaces du JNIM, laissant les résidents libres d'exploiter les sites miniers sans restriction.⁶ Cependant, comme l'État n'y est pas présent, même les résidents qui ne sympathisent pas avec les groupes armés n'ont guère d'autre choix que de se conformer à leurs règles.

S'appuyant également sur les ressources de la biosphère, le JNIM est connu pour chasser les animaux pour la consommation de viande dans le complexe WAP et le braconnage est en soi une opportunité économique. Le parc national de Bouba Ndjida, proche des frontières avec le Tchad et le Soudan dans le nord-est du Cameroun, a longtemps connu une forte incidence de braconnage par des groupes armés, principalement par les Janjaweed soudanais qui lancent des incursions transfrontalières. La population d'éléphants a considérablement diminué suite aux actes de braconnage orchestrés par des groupes criminels transfrontaliers. Bien que les données sur le braconnage des éléphants à travers le pays soient difficiles à obtenir, selon les responsables du parc, environ 480 éléphants ont été tués à Bouba Ndjida entre 2003 et 2021. Les réseaux criminels peuvent également opérer indépendamment des groupes armés : des substances précieuses telles que le bois d'ébène sont exploitées par des acteurs criminels transnationaux. Dans la région de Bounkani, en Côte d'Ivoire, la plupart des réseaux étrangers ont travaillé en collaboration avec des fonctionnaires corrompus du parc pour couper illégalement du bois d'ébène et l'exporter, principalement vers la Chine.

La vulnérabilité des parcs nationaux à devenir des plaques tournantes d'économies illicites a été mise en évidence par l'initiative de cartographie des points chauds du GI-TOC, qui a cartographié 280 plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, au Cameroun et en République centrafricaine.⁷ Cette initiative a permis d'identifier 14 parcs nationaux dans la région qui fonctionnaient comme des plaques tournantes d'économies illicites.

Dans la moitié des parcs nationaux identifiés, il a été établi que les économies illicites ne jouaient pas un rôle important dans l'instabilité régionale – elles sont classées « faibles » dans le Dispositif de surveillance des économies illicites et de l'instabilité (IEIM), un outil de mesure quantitative qui évalue les liens entre les économies illicites et l'instabilité dans chaque plaque tournante. Parmi ces parcs nationaux, les crimes contre la flore étaient l'économie illicite la plus fréquemment détectée, notamment dans les parcs du Sénégal, de la Sierra Leone, du Liberia, de la Guinée et du Ghana.

Les économies illicites dans les sept autres parcs nationaux ont été identifiées comme jouant un rôle important en tant que vecteurs de conflit et d'instabilité (avec un score IEIM moyen ou, dans trois cas, élevé). Il s'agit notamment d'un certain nombre de forêts du Nigeria, du parc national de la Comoé et du complexe WAP. Le commerce illicite de l'or, les enlèvements contre rançon et le trafic d'armes sont les économies illicites les plus fréquemment détectées dans les parcs nationaux d'Afrique de l'Ouest, ce qui mérite d'être souligné étant donné les liens étroits identifiés entre ces économies illicites, les conflits et l'instabilité.



Cette rivalité entre le JNIM et l'ISGS tend à avoir des conséquences désastreuses pour les civils. Comme on l'a vu dans la zone tri-frontalière du Burkina Faso, du Niger et du Bénin depuis la mi-2019, et dans le centre du Mali depuis 2019, le chevauchement des sphères d'opération est plus susceptible d'entraîner une recrudescence de la violence, avec de sévères impacts humanitaires. Les données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) de collecte de données, d'analyse et de cartographie des crises montrent une accélération marquée des incidents de violence politique organisée attribués au JNIM ou à l'ISGS dans le nord du Bénin depuis novembre 2021. Bien que la violence soit sporadique plutôt que linéaire, les données ACLED mettent en évidence une augmentation globale de la violence ciblant les civils à Alibori en 2022, ce qui correspond aux tendances du conflit dans la région, où les civils sont de plus en plus souvent la cible d'attaques.



COMMENT LES EXTRÉMISTES VIOLENTS TRAVAILLENT-ILS AVEC LES ÉCONOMIES ILLICITES DANS LES PARCS NATIONAUX ?

Les économies illicites étaient un phénomène qui préexistait à l'instabilité et à la présence de groupes extrémistes violents dans les parcs nationaux d'Afrique de l'Ouest. Bien que la structure globale de la plupart des économies illicites soit restée inchangée après l'arrivée des groupes armés dans les parcs nationaux, leur implication à différents points de la chaîne d'approvisionnement peut entraîner une amplification de l'écosystème illicite. Les groupes armés et les groupes extrémistes violents s'engagent dans les économies illicites de plusieurs manières. Dans certains cas, ils tentent d'obtenir un soutien local en facilitant la participation des populations aux économies illicites. Dans d'autres, ils cherchent à obtenir des revenus en taxant les activités illicites. Enfin, ils peuvent y participer de manière directe, soit en achetant des produits illicites, soit en les volant et en les revendant.

Lorsque les groupes armés deviennent des consommateurs dans la chaîne d'approvisionnement illicite, le pic de la demande peut faire grimper les profits, rendant certaines économies illicites encore plus lucratives. C'est ce qui se serait passé avec le trafic de carburant dans le nord du Bénin, dans les zones environnantes du complexe WAP, où l'augmentation de la demande a fait grimper les prix du marché noir.

Dans un nombre plus restreint de cas, l'implication de groupes armés dans l'écosystème criminel semble avoir fait évoluer le marché vers des manifestations plus néfastes. Le vol de bétail est un phénomène de longue date dans les zones environnantes du parc national de la Comoé. Cependant, le vol de troupeaux entiers de bovins, qui représente une menace existentielle pour les moyens de subsistance, n'est une dynamique observée que depuis l'influence apparemment croissante des groupes armés dans la région ces dernières années. Bien qu'il ne soit pas clair si les groupes armés sont à l'origine de cette évolution, un certain nombre d'observateurs attentifs de la dynamique dans la région pensent que c'est le cas. L'insertion des groupes armés dans les dynamiques préexistantes de vol de bétail a entraîné une escalade radicale de l'économie illicite et de la violence associée dans le nord et le centre du Mali, ainsi que dans le nord-ouest du Nigeria depuis le début des années 2010.

De nombreux parcs nationaux sont traversés par des itinéraires de trafic bien établis, en particulier lorsqu'ils sont situés sur ou à travers des frontières nationales, offrant ainsi des possibilités de contrebande transfrontalière. Par exemple, le complexe WAP chevauche les frontières qui séparent les États sahéliens enclavés des États côtiers.⁸ Dans ces derniers, les marchandises sont nettement moins chères en raison d'une combinaison d'infrastructures portuaires et de subventions sur les produits de base essentiels tels que le carburant. Cela a conduit à un écosystème de contrebande bien établi depuis longtemps, dans lequel le complexe WAP sert de route relativement sûre pour les petites bandes de contrebandiers qui passent en moto.⁹

Ces économies illicites préexistantes ont été exploitées efficacement par des groupes extrémistes violents souhaitant établir une présence dans le complexe WAP et sont devenues un instrument pour faire avancer leur programme de gouvernance. Par exemple, le JNIM agit en tant que facilitateur d'économies illicites, y compris la contrebande d'un large éventail de produits de base. Le JNIM aurait établi une relation d'assistance mutuelle avec de petits contrebandiers opérant dans le complexe WAP, faisant passer des marchandises licites et illicites des pays côtiers vers le Burkina Faso, où les prix sont plus élevés. Le principal service que le JNIM offre aux contrebandiers est la protection et l'accès. Cela peut se faire directement, par exemple en escortant des convois



à travers le parc ou en informant leurs combattants que ces personnes feront le voyage et qu'il faut les laisser passer ; ou indirectement, en aidant à garder les représentants de l'État et les forces de sécurité hors du complexe. Si le JNIM bénéficie de l'approvisionnement des contrebandiers, surtout en carburant, les contrebandiers jouissent d'une plus grande liberté et d'un risque moindre pour leurs opérations, en raison de la diminution de la présence de l'État dans le complexe WAP, en particulier dans le parc national du W et à Arly.

De façon plus générale, le JNIM opère directement dans certaines économies illicites, notamment dans le domaine des enlèvements contre rançon, du vol de bétail et du vol de véhicules. Le JNIM a également utilisé le complexe WAP comme site de stockage d'armes volées lors de raids contre l'armée. Ces activités se sont développées au Burkina Faso avec l'influence territoriale croissante du JNIM.

Les enlèvements contre rançon ne doivent pas être confondus avec l'augmentation des enlèvements par le JNIM, qui a été multipliée par quatre entre 2020 et 2021 au Burkina Faso. Ces enlèvements étaient particulièrement fréquents dans les zones où les unités des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) s'affrontaient avec le JNIM, ce qui indique que la création et l'expansion des VDP ont été des facteurs clés de cette recrudescence des enlèvements. Ces enlèvements sont généralement axés sur l'extraction d'informations et l'intimidation, plutôt que sur la recherche de profits. Cependant, les deux types d'otages ont été gardés à l'intérieur du complexe WAP pour éviter qu'ils ne soient découverts par l'État ou par d'autres personnes qui pourraient les dénoncer. Notamment, les rapports d'enlèvements par des groupes armés dans le nord du Bénin ont augmenté en 2022.

Dans de nombreux incidents d'enlèvement avec demande de rançon et de vol de véhicules, le JNIM exerce souvent aussi une certaine retenue stratégique envers les résidents au Burkina Faso. Le JNIM cible généralement les étrangers pour les enlèvements avec demande de rançon et a tendance à voler des voitures de grande valeur appartenant à des ONG ou des ambulances appartenant à des centres de santé publics plutôt que les véhicules ordinaires des civils. Cela s'explique en grande partie par la nécessité de disposer de véhicules 4x4, notamment dans les territoires complexes. Toutefois, lorsqu'ils s'emparent de véhicules appartenant à des résidents, comme des chauffeurs de camions transportant des marchandises telles que du carburant ou des denrées alimentaires, ils relâchent généralement le conducteur sain et sauf.

Le vol de bétail semble principalement effectué pour le compte du JNIM par des intermédiaires, de sorte que le JNIM n'entrave pas son programme de gouvernance en s'impliquant dans des crimes que les habitants désapprouveraient. Au Burkina Faso, le JNIM doit donc être considéré comme un participant stratégique à la criminalité : son implication dans les économies illicites n'est pas seulement motivée par le profit, mais aussi dans le cadre de programmes de gouvernance.

L'une des sources de revenus les plus importantes pour les groupes armés semble être l'acquisition de bétail à travers le paiement de la zakat, ou aumône, par les éleveurs pour utiliser les parcs nationaux comme pâturage et la vente ultérieure du bétail sur les marchés urbains. Le paiement de la zakat en bétail est légitimé en partie pour des motifs religieux, mais aussi par le fait que les éleveurs peuvent accéder au complexe WAP pour faire paître leurs animaux sans risquer d'être arrêtés ou condamnés à une amende par les gardes forestiers. Certains acteurs ont fait état d'une redevance payée par les éleveurs de bétail aux membres du JNIM pour accéder au pâturage dans le complexe WAP (calculée à 2 000 CFA, soit environ 3 €, par tête de bétail).



LES DÉFIS D'UNE RÉPONSE

Les réponses gouvernementales aux extrémistes violents et aux acteurs illicites dans les parcs nationaux sont exceptionnellement difficiles à mettre en place, et ce plus particulièrement dans la biosphère du WAP, compte tenu de la nécessité de travailler au-delà de multiples frontières nationales et d'harmoniser les approches des pays pour garantir une réponse efficace. Les efforts de contre-insurrection dans la région Est du Burkina Faso, y compris le complexe WAP, en 2022, n'ont pas fait de grande différence. Il existe une multitude de raisons pour ces échecs, la principale étant que les populations ne sont pas convaincues que les forces gouvernementales soient désireuses ou capables de les protéger, ce qui influe fortement sur les efforts de stabilisation.

À l'heure actuelle, les gouvernements souffrent non seulement d'un manque de légitimité auprès d'un grand nombre de leurs citoyens, mais ils sont également incapables d'assurer la sécurité de ceux qui sont prêts à se conformer à l'autorité de l'État. Bien que les gouvernements de la région reconnaissent l'importance de la collaboration avec les communautés implantées dans les alentours des zones protégées, ces dernières ne seront disposées à coopérer que si elles se sentent protégées. En effet, de nombreux villages et villes situés autour des parcs sont menacés par des groupes extrémistes de souffrir de violentes conséquences, s'ils coopèrent avec les agents du gouvernement.

De même, dans de nombreuses régions, les efforts de conservation sous la forme de parcs nationaux restreignant les déplacements de la population ou les opportunités économiques suscitent peu d'adhésion à l'échelle locale. Par extension, la population n'a guère envie de prendre des risques en soutenant le retour de l'autorité de l'État. Certains efforts visant à garantir que les financements proviennent de concessions de tourisme et de chasse dans les parcs nationaux, comme c'est le cas pour le parc national de la Pendjari au Bénin, ont connu un certain succès en alignant plus étroitement les intérêts des communautés environnantes sur ceux de la conservation des parcs. La sécurisation des parcs, comme dans le cas de Bouba Njida au Cameroun, a remporté un certain succès en mettant fin aux incursions des groupes armés – notamment les Janjaweed soudanais – et des réseaux criminels affiliés. Cependant, de nouveaux acteurs armés peuvent remettre en question cette sécurisation. Le Mouvement pour la libération du Cameroun (MLC) est un groupe armé relativement nouveau, actif dans le nord-est du Cameroun. Certains indices semblent indiquer que le MLC a eu recours au braconnage et au trafic d'espèces sauvages comme source de financement. Par conséquent, les approches purement sécuritaires peuvent ne pas être durables, si elles ne s'engagent pas auprès des communautés vivant à la périphérie du parc, qui ont à plusieurs reprises servi de guides aux groupes armés qui braconnent dans la biosphère.¹⁰

Une approche courante des gouvernements face aux activités illicites dans les parcs nationaux a consisté à interdire certaines activités ou à fermer les sites où elles se déroulent, comme les sites d'exploitation minière artisanale. Cependant, cette approche a causé de graves dommages à la vie des civils et a accru le mécontentement à l'égard du gouvernement. Par exemple, les tentatives de fermeture de mines d'or artisanales dans la région du Sahel au Burkina Faso ont porté atteinte aux moyens de subsistance des personnes qui dépendent de cette activité. Les interdictions ont tendance à nuire le plus aux économies locales et, en même temps, elles ne parviennent pas à susciter la sympathie pour la présence de l'État ou les efforts de conservation.

La corruption généralisée parmi les représentants de l'État chargés de protéger les parcs nationaux, y compris les gardes forestiers, a érodé davantage leur légitimité et sapé la réponse aux économies illicites. Par exemple, une enquête menée en 2019 sur l'exploitation illégale de l'or dans le parc national du Niokolo Koba a abouti à l'arrestation de ressortissants ghanéens et chinois, du directeur et du directeur adjoint du parc, ainsi que d'autres



fonctionnaires du gouvernement régional pour leur implication dans cette activité.¹¹ Les difficultés rencontrées par les représentants de l'État affectés dans les zones situées à l'intérieur et autour des parcs nationaux pour résister aux réseaux de corruption établis permettent à ces derniers de s'enraciner davantage.

Les chaînes d'approvisionnement illicites qui traversent les parcs nationaux fournissent des denrées alimentaires, des motos, du carburant et d'autres fournitures à l'économie de guerre dans toute la région du Sahel, ainsi que, de plus en plus, dans les zones septentrionales des États côtiers. Cependant, les efforts visant à couper ces chaînes d'approvisionnement se sont avérés improductifs dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, car les activités clandestines se sont déplacées en contournant les restrictions et les interdictions imposées par les gouvernements. Dans certains cas, les mesures prises pour faire respecter ces interdictions ont entraîné la marginalisation de certaines communautés, notamment au Burkina Faso, ce qui a, à son tour, servi de moteur au recrutement. Dans la région du lac Tchad, l'interdiction de produire certaines denrées alimentaires pour empêcher les flux vers Boko Haram a entraîné des privations importantes au sein des communautés, ce qui a, à son tour, fonctionné comme un moteur de recrutement dans le groupe.

L'économie du bétail présente aux alentours des parcs nationaux est l'autre facteur qui constitue un défi permanent pour les décideurs. À mesure que le changement climatique accentue les tensions entre les éleveurs et les moyens de subsistance agricoles, les pâturages se font de plus en plus rares et les parcs nationaux deviennent une option intéressante.¹² La méfiance généralisée des services de sécurité à l'égard des Peuls et des communautés pastorales, ainsi qu'une histoire de discrimination à leur encontre risquent malheureusement d'exacerber les tensions, lorsque l'armée est sollicitée pour répondre à l'extrémisme violent. Les tentatives de régulation du marché du bétail pourraient être considérées par les éleveurs comme une preuve supplémentaire de discrimination, en particulier si elles s'accompagnent d'un comportement injuste ou violent des services de sécurité à leur égard. Cela pourrait avoir plusieurs conséquences différentes, notamment pousser les éleveurs à se tourner davantage vers les économies illicites ou informelles pour éviter la réglementation, ou renforcer les discours de discrimination souvent exploités par les groupes extrémistes violents.

Cela soulève la question de savoir ce qui peut être fait pour équilibrer la nécessité de répondre à l'insécurité, de maintenir la conservation et la biodiversité dans les parcs nationaux de la région, de répondre aux besoins des populations locales et de gagner leur confiance.



LES SOLUTIONS POSSIBLES

Il existe une tension croissante entre le rôle environnemental critique des biosphères en Afrique de l'Ouest (en préservant la faune et la flore restantes de la région et, par extension, en maintenant un obstacle à la désertification) et leur rôle au cœur d'un défi sécuritaire sans précédent. Alors que certains acteurs affirment que les communautés vivant dans les zones environnantes des parcs ont besoin d'un meilleur accès aux ressources forestières et posent comme principe que les États devraient envisager de déclasser certaines parties des zones protégées, d'autres prétendent que cela saperait les objectifs environnementaux et qu'une fois que les États commenceraient à déclasser des terres, cela entraînerait une perte d'espaces protégés.

Il est largement reconnu que les réponses militaires sont insuffisantes pour relever les défis conjoints des groupes armés et des économies illicites dans les parcs nationaux d'Afrique de l'Ouest. Il est évident qu'il faut offrir de nouvelles opportunités aux personnes vivant dans les alentours des parcs nationaux. Cependant, compte tenu de la grave instabilité qui règne dans nombre de ces zones, il est irréaliste de dépendre du secteur formel et il est impossible de garantir la sécurité ou le fonctionnement d'une entreprise. La question est de savoir si les États peuvent maintenir leur présence dans les parcs nationaux suffisamment longtemps pour assurer le départ des groupes extrémistes violents et stabiliser la zone, dans la mesure où les possibilités augmentent. Étant donné que le conflit sahélien se déroule sur plusieurs fronts et qu'il met à rude épreuve les forces militaires conventionnelles, cela est peu probable pour l'instant.

Une plus grande confiance entre les représentants de l'État et les communautés des zones environnantes des parcs nationaux est essentielle pour renforcer la légitimité perçue des États. S'attaquer aux problèmes de corruption endémique et aux approches discriminatoires envers les communautés peules doit être un pilier essentiel de ces tentatives. Les réponses de développement à plus long terme qui cherchent à renforcer la prestation de services publics essentiels aux populations des zones environnantes du parc, tels que l'eau et l'électricité, pourraient être associées à des réponses plus rapides au développement à court terme, telles que la réparation des nids de poule dans les infrastructures routières. Bien que ces initiatives n'offrent pas de réponses globales aux défis auxquels ces communautés sont confrontées, elles offrent à l'État la possibilité de se rétablir rapidement en tant que fournisseur de services.

Une meilleure coordination entre les pays voisins pourrait permettre d'aller plus loin. Des efforts tels que l'Initiative côte de l'Afrique de l'Ouest et l'Initiative d'Accra constituent des plateformes potentielles pour coordonner les réponses à court terme et les mesures défensives, bien que le manque de financement ait jusqu'à présent entravé les résultats. Les opérations conjointes sont un autre vecteur de coopération, tout comme les mécanismes de partage du renseignement. Des programmes plus ambitieux pourraient inclure les efforts de plusieurs pays pour créer des zones stables, offrant un refuge aux personnes déplacées et un incubateur d'opportunités économiques licites.

La question reste de savoir comment répondre aux économies illicites de la région, sachant qu'elles aident les groupes armés et les extrémistes violents, mais qu'elles sont également essentielles pour les populations locales. Une approche pourrait consister à établir une distinction entre les économies illicites nécessaires aux résidents, comme la contrebande de carburant, et le commerce de produits illégaux et potentiellement dangereux, comme les drogues ou les armes. Une approche plus douce de l'intervention pourrait être adoptée pour les produits plus nécessaires et moins dangereux. Cependant, il est malheureusement vrai que le carburant est essentiel au fonctionnement des groupes extrémistes violents. Si un effort plus ambitieux visant à empêcher le trafic de carburant est mis en œuvre, il doit s'accompagner d'un soutien aux populations concernées. Non seulement celles-ci doivent pouvoir s'assurer d'un approvisionnement fiable et licite en carburant, mais des subventions



en espèces ou d'autres formes de compensation doivent être proposées pour aider les populations à s'adapter à la hausse des prix.

Il a été largement reconnu que, compte tenu notamment des impacts du changement climatique, les besoins des communautés pastorales en matière de pâturages allaient devenir de plus en plus aigus et qu'ils devaient être au cœur des réponses durables visant à assurer la stabilité en Afrique de l'Ouest. Les approches envisageant la manière dont le bétail pourrait être davantage autorisé à paître de manière durable dans les parcs nationaux sans endommager la biosphère ont été identifiées comme une voie prometteuse pour la poursuite des recherches.

Le processus de conservation peut aussi être nettement plus inclusif et constituer un vecteur d'opportunités. Ces opportunités doivent toutefois offrir aux résidents des formes immédiates de soutien plutôt qu'un bénéfice supposé à long terme des revenus du tourisme (qui se sont taris en raison de l'insécurité). Les organisations de conservation ont expérimenté une variété de projets communautaires en Afrique de l'Ouest. Cependant, pour dissuader les populations de participer à des économies illicites ou de coopérer avec des groupes extrémistes violents qui promettent des revenus plus élevés, ces projets devront fournir un revenu substantiel et régulier à leurs participants.



Notes

¹ Voir l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Avec l'affaiblissement des rebelles casamançais, le parc national du Niokolo Koba est-il devenu une zone de repli potentielle ?*, Bulletin de risque, numéro 5, GI-TOC, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/fr/03-casamance-rebels-weakened-niokolo-koba-fallback-zone.html>.

² *Ibid.*

³ Les approches de l'accès des communautés aux parcs nationaux varient considérablement d'une juridiction à l'autre, certains cadres réglementaires – dont celui du Bénin – permettant un certain degré d'accès à certaines zones.

⁴ GI-TOC, *Ami ou ennemi : Groupes armés et économie politique de la violence dans les parcs nationaux du Burkina Faso, du Niger et du Bénin*, à venir (2023).

⁵ Summer Walker et Mariana Botero Restrepo, *Économies illicites et conflit armé : Dix dynamiques qui contribuent à l'instabilité*, GI-TOC, janvier 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-economies-armed-conflict/>.

⁶ Eleanor Beevor, *Le JNIM au Burkina Faso : Un acteur stratégique de la criminalité*, GI-TOC, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso/>.

⁷ Pour plus de détails sur l'initiative relative aux points chauds et à sa méthodologie, voir : Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africa-illicit-hub-mapping/>.

⁸ GI-TOC, *Ami ou ennemi : Groupes armés et économie politique de la violence dans les parcs nationaux du Burkina Faso, du Niger et du Bénin*, à venir (2023).

⁹ Par rapport aux principales routes traversant la frontière sud du Burkina Faso, où les chances de rencontrer un poste de contrôle de l'État sont beaucoup plus élevées.

¹⁰ Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *La criminalité liée aux espèces sauvages dans le parc national de Bouba Njida au Cameroun finance-t-elle un groupe séparatiste en gestation dans le nord ?*, Bulletin de risque, numéro 5, GI-TOC, octobre 2022, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-005/fr/02-wildlife-crime-in-cameroon-national-park-financing-separatist-group.html>.

¹¹ Abdoulaye Barro, *Exploitation illégale d'or à Bandé Ethiess, la Gendarmerie de Kédougou arrête 20 personnes*, SUDESTINFO, 3 juin 2019, <https://sudestinfo.com/exploitation-illegale-dor-a-bande-ethiess-la-gendarmerie-de-kedougou-arrete-20-personnes/>.

¹² En outre, de nombreux habitants des environs des parcs nationaux utilisent le bétail comme actif au lieu de placer les fonds importants qu'ils ont pu obtenir sur des comptes bancaires. Toutefois, le fait que le marché du bétail soit fondé sur de l'argent liquide offre une opportunité de blanchir l'argent provenant d'activités criminelles.

